

# Front Ouvrier

**Siège : CAFÉ DE L'ESCARGOT**  
4, rue de Marseille, 4  
LYON Td. PARMENTIER 08-64

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT ANNUEL : 50 fr.  
Prix du numéro : 2 fr.

## ÉDITORIAL

Chaque jour les déceptions s'ajoutent aux déceptions. Ici, c'est l'épuration arrêtée ou même reprise à rebours ; là ce sont les vichysois qui font la loi dans les administrations et ailleurs ; des chefs légionnaires se promènent encore en liberté, voire même des miliciens ! Et que dire de ces nationalisations, approuvées du bout des lèvres unanimement et jamais réalisées ?

On comprend, dans ces conditions, que le capitalisme qui raffermi chaque jour davantage ses privilèges, ne peut absolument pas tolérer qu'une voix, aussi faible soit-elle, s'élève pour dire : « halte-là ! ce n'est pas pour restaurer dans leurs anciens privilèges les trusts qui ont suscité la guerre et le fascisme que les travailleurs ont combattu. Ceux de France et ceux de Belgique, ceux d'Italie, de Grèce et d'ailleurs ont lutté pour leur libération sociale, et cette libération passe par la destruction impitoyable de tous les capitalismes et de leurs agents, petits ou gros, camouflés ou non ».

Non, la bourgeoisie qui a maintenant solidement en mains les rênes du pouvoir ne peut supporter qu'on lève le voile sur ses actions, et c'est pourquoi elle combat avec acharnement la liberté de presse.

Pour étouffer la voix de la vérité, le capitalisme possède de puissants moyens d'action, financiers et politiques. Il lance sur le marché dix, vingt journaux et hebdomadaires plus ou moins réactionnaires pour égarer l'opinion. Il donne à certains la présentation la plus luxueuse possible pour capter les lecteurs. Cela ne suffit pas ? Il a en mains la répartition du papier et il le rarefie et le distribue à sa guise. Il a en mains les gros capitaux. Ainsi, garrotée, noyée sous un flot de publications, calomniée, la presse libre est rendue incapable de lutter pour l'émancipation des travailleurs.

Mais que l'on ne croit pas que cette vague réactionnaire s'arrêtera aux seules publications révolutionnaires ! Les « démocrates », eux aussi, connaîtront chaque jour davantage le froid des ciseaux d'Anastasia et l'étouffement lent faute d'argent et de papier. Et de fait, « rouge-Midi » a été suspendu, la famille de Wendel demande 3 millions de dommages et intérêts au journal « Action » qui a entrepris une courageuse campagne contre les trusts, le journal « Sport Libre » ne peut paraître, les journaux syndicaux n'ont pas de papier, mais il y en a pour « Globe », « Nuit et Jour » et bien d'autres hebdomadaires du même poil.

Nous avons combattu pour la liberté de presse et non pour le rétablissement de journaux à gages. Si le capitalisme étouffe la voix de la vérité, nous nous en occuperons nous-mêmes. Les révolutionnaires, mais aussi les démocrates ; car ceux-ci n'oublient pas que c'est le chancelier Brüning, en jugulant la classe ouvrière, qui a hâté l'accession de Hitler au pouvoir, et que c'est Dolfuss, en interdisant la presse libre, qui a creusé de ses propres mains sa propre tombe.

« FRONT OUVRIER ».

## N'OUBLIEZ JAMAIS !

### A MORT PÉTAÏN

Depuis la libération nous avons été habitués par notre brave justice bourgeoise à en voir des vertes et des pas mûres. Pourtant nous n'avions encore rien vu ; les cas Angeli, Maurras et autres déchet de la société n'avaient été que l'ouverture. La grande comédie va se jouer maintenant avec le retour des Laval, Pétain, Darnand, de Brinon et autres vichysois, en y ajoutant sans crainte de mêler torchons et serviettes certains politiques de la III<sup>e</sup> République ayant été pour beaucoup dans la dissolution des organisations de gauche. Et le premier acte s'ouvre sur le procès Pétain. Ce petit cachotier de Menthon commence par négocier sans en parler à personne le retour de ce vieux porte-étoiles ; en grande pompe on amène ce digne assassin dans une confortable résidence. Et, enfin, on commence l'interrogatoire ; oh ! doucement ! il ne faut pas bousculer ce pauvre vieillard ! il est si vieux... Pauvre vieux, va !... Même tout vieux pour faire un mort, dit le procureur. Tiens ! c'est étrange, nous tous pensions, au contraire, qu'il était trop vieux pour faire un vivant !

Les agences d'information annonçaient hier que des commissions rogatoires avaient été envoyées à l'étranger afin de préparer des confrontations entre « Pépé la francisque » et certaines personnalités politiques non encore rapatriées.

En voilà du temps perdu en perspective ! La justice vichysoise (si justice il y avait) était si expéditive !

Manque-t-on de preuves pour passer autour de ce vieux cou un bon nœud coulant ? Que l'on interroge alors les déportés qui pendant quatre ans ont payé dans les geôles nazies la montée révolutionnaire de juin 36 ! Que l'on interroge les gars des maquis qui,

### HITLER

Avec Hitler s'écroule dans un fracas d'apocalypse le plus formidable régime d'oppression des masses travailleuses que le monde ait jamais connu. Comment Hitler était-il arrivé à édifier ce régime dont la chute emplit aujourd'hui le monde de son fracas ? Question intéressante si nous voulons à l'avenir éviter la naissance de nouveaux fascismes.

La défaite de 1918 provoqua en Allemagne une révolution ouvrière. Elle fut sauvagement réprimée par le gouvernement social-démocrate des Scheidemann, Ebert et Noske. Mais la bourgeoisie a eu peur. Et, dès 1919, les capitalistes allemands vont encourager plus ou moins directement la formation de bandes fascistes, véritables milices anti-ouvrières, destinées à jouer le rôle de troupes de choc contre le prolétariat. Le nazisme, né en septembre 1919, fut à l'origine une de ces bandes, sa première raison d'être fut anti-ouvrière et capitaliste. Il ne devait jamais perdre ce double caractère.

C'est en Bavière, à Munich, que commence à se développer le national-socialisme. C'est au Hofbrauhaus, une brasserie de Munich, que Hitler, le 16 octobre 1919, puis le 24 février 1920, organise les premières réunions publiques du parti qui, en avril de la même année, va prendre le nom de parti ouvrier national-socialiste. Fin 1922, il a 25.000 membres, dont 6.000 dans les sections d'assaut. C'est à Munich également qu'a lieu, le 11 novembre 1923, le putsch nazi grâce auquel Hitler espère établir en Bavière un « gouvernement national ». C'est un échec, Hitler est condamné à 5 ans de forteresse. C'est pendant son emprisonnement (il fut gracié par le gouvernement bavarois en décembre 1924) qu'il écrit *Mein Kampf*.

En fait, jusqu'en 1928, malgré de spectaculaires manifestations, le nazisme ne se développe que lentement. Les raisons de cette croissance modérée éclairent d'un jour impitoyable le caractère réel du nazisme. La période 1924-1928 est pour le capitalisme allemand une période de relative prospérité. Les usines tournent avec les capitaux américains (30 milliards de marks-or investis en Allemagne), il y a peu de chômeurs et les conflits sociaux sont latents. En 1928, tout change. A la suite du krach de Wall-Street, les banquiers américains retirent leurs capitaux. C'est un désastre pour l'industrie allemande : les usines ferment, le nombre des chômeurs s'élève rapidement à 2.300.000. Ils seront 5.600.000 en 1932. Les capitalistes allemands et étrangers voient avec terreur croître l'influence des partis de gauche. Les grèves se multiplient : 16 octobre 1930, grève de 128.000 métallos badois, 2 janvier 1931, grève des syndicats ouvriers communistes de la Ruhr. Les formations armées du parti communiste : front rouge, et social-démocrate : front de fer, s'organisent.

Le gouvernement bourgeois de la République de Weimar est désormais incapable d'endiguer la montée révolutionnaire, d'assurer la reprise de l'économie allemande. Les capitalistes le comprennent. Il faut un parti fort, appuyé sur des formations armées solides, pour mater les ouvriers : ce parti sera le parti nazi, SS, SA, et Hitler, le 11 octobre 1931, scelle son alliance avec le mouvement des casques d'acier et son chef, Hugenberg, président du Conseil d'administration des aciéries Krupp, maître du plus grand consortium de journaux allemands, de la plus grande Société cinématographique, etc... A cette réunion assistent des représentants du cartel de l'acier et de la potasse, de l'industrie du fer ; de celle des machines, du textile, un représentant des grands propriétaires terriens. Qu'espèrent-ils d'Hitler ? Qu'il mène la révolution montante, qu'il remette en marche l'économie allemande, en la faisant tourner pour la guerre.

Hitler ne devait pas décevoir l'espoir de ses maîtres impérialistes. L'année 1932 est remplie par des campagnes électorales où les nazis remportent de gros succès. Le parti recrute : dans la jeunesse, dans les anciens combattants, la petite bourgeoisie urbaine ruinée, et aussi parmi des ouvriers sincères qui, trompés par les discours démagogiques, croient que Hitler veut réellement faire la révolution socialiste. Le gouvernement de Brüning, totalement impuissant, ne fait rien. Le parti communiste et le parti socialiste se contentent de protester sur le plan légal, sans passer à l'action directe. Ils sont d'ailleurs paralysés par l'absence d'unité d'action. Et, le 30 janvier 1933, porté par l'ensemble des magnats de l'industrie allemande et par les gros propriétaires terriens, Hitler est nommé chancelier du Reich, les chemises brunes défilent dans Berlin.

Sans perdre un instant, Hitler va commencer à exterminer la classe ouvrière allemande. L'incendie du Reichstag, allumé par les nazis eux-mêmes le 27 février, lui permet d'incarcérer le chef communiste Thaelmann, d'interdire la presse communiste, de supprimer la liberté d'association, ainsi que le droit de grève, d'enfermer des milliers de militants ouvriers dans les camps de concentration, d'en fusiller des centaines d'autres ; enfin, le 24 mars, de se faire donner les pleins pouvoirs par le Reichstag. Bourreau de la classe ouvrière allemande, avant de devenir le bourreau des classes ouvrières des autres pays, Hitler fait fusiller, torturer, enfermer des milliers de concentration tous ceux : socialistes, communistes ou même libéraux, qui tentent de s'opposer à son action.

(Suite à la page 2.)

### MUSSOLINI EST MORT

Bien que le fascisme italien ait précédé d'une dizaine d'années son confrère allemand, il joue, par rapport à lui, un rôle de second plan. Son chef, Mussolini, appartenant jusqu'en 1915 au parti socialiste italien ; il s'en fit exclure à cette date à cause de son attitude belliciste. C'est ce traitre à la classe ouvrière qui, dès 1920, prit la tête en Italie de la lutte contre le prolétariat rural et industriel, subventionné par des féodalités de la terre et de l'industrie. A partir de ce moment, le développement du fascisme italien va présenter des analogies frappantes avec le développement ultérieur du fascisme allemand. En 1922, Giolitti, le leader politique de l'industrie légère, fait élire 30 fascistes au Parlement ; et, en octobre de la même année, la Banca Commerciale (qui, depuis sa fusion avec la Banca di Sconto, représente les intérêts unis de l'industrie lourde et légère) fournit à Mussolini l'argent nécessaire à la marche sur Rome. Cette marche sur Rome était l'aboutissement d'une campagne activement menée depuis deux ans par les fascistes aussi bien sur le plan de la propagande que sur celui de l'action armée. Cette dernière, partie de Bologne, se déroula avec l'appui matériel et moral du gouvernement royal impitoyable à endiguer le flot révolutionnaire : une ordonnance de Badoglio du 20 octobre 1920 recommandait aux commandants des circonscriptions militaires de soutenir l'action des fascistes. Quant à la marche sur Rome elle-même, que le régime fasciste devait précéder par la suite comme un fare exploit militaire, ce fut en réalité une vaste parade ; la plupart des troupes qui y prirent part avaient été recrutés dans les unités de l'Italie en wagons luxueux. Et Mussolini, en homme prudent, s'était, avant, fait confier le soin de former le ministère : ici aussi, analogie frappante avec ce qui se passera en Allemagne.

Comme Hitler, Mussolini ne tarde pas à s'attaquer aux militants ouvriers. Dès qu'il s'est assuré, grâce à une coalition avec les libéraux, une majorité absolue, Mussolini fait assassiner le leader socialiste Matteotti (10 juin 1924) ; les libéraux comprennent, un peu tard, leur erreur. En même temps, les fascistes qui, par l'accord du palais Chigi, en décembre 1923, ont fait reconnaître officiellement par le patronat leurs propres syndicats, mettent la main sur le patrimoine des anciens syndicats ouvriers. Le 2 octobre 1925, les syndicats non fascistes sont dissous, le droit de grève aboli. Mussolini désigne lui-même les chefs des syndicats en les choisissant parmi des chemises noires tout dévoués au régime. Il institue le livret de travail. Toute lutte pour les salaires devient impossible. (Suite à la page 2.)

## PEUPLE voici tes maîtres !

**LA BANQUE DE FRANCE (2)**  
Il était d'ailleurs difficile de faire représenter par douze personnes (les trois trésoriers-payeurs généraux n'appartenant pas au monde des affaires) toutes les branches de l'activité économique du pays. Heureusement, la loi sur les sociétés anonymes, qui date de 1867, permet à une même personne de figurer dans plusieurs conseils d'administration. En voici un exemple caractéristique, mais non unique. Au nombre des Douze, se trouvent, avant la guerre — y siège-t-il encore ? — le très aristocratique marquis de Vogüé, qui s'y trouvait comme représentant de l'agriculture ; il possède en effet de grands domaines. Mais loin de borner là son activité, il administrait personnellement la Compagnie des Chemins de Fer P.L.M. — et l'on sait que la nationalisation des chemins de fer n'a guère fait de tort aux gros actionnaires — et travaillait activement à améliorer la production des primeurs, fruits et fleurs, principaux produits d'exportation du Midi, et s'occupait du « Canal de Suez ». Son fils Melchior administrait la toute-puissante Compagnie de Saint-Cobain, fondée par Colbert, et qui est devenue la plus grande industrie chimique de France, les Usines Schneider, l'Union des Mines, la Compagnie auxiliaire de Navigation et la Société Africaine d'Armement. Les Compagnies d'Assurance l'Urbaine-Incendia et l'Urbaine-Vie. Dependait, son autre fils, de Vogüé administrait à la fois le Crédit Lyonnais, la Société du Gaz et d'Electricité de Marseille, la Foncière Transport, la Providence Accident et la Providence-Vie. Si nous mettons ces phrases à l'imparfait, c'est par simple prudence. En effet, l'on n'a pas entendu citer cette famille parmi les collaborateurs, bien que les sociétés énumérées ci-dessus aient presque toutes « collaboré », et il est probable qu'il n'y a pas d'autre changement que le passage de quelques actions d'un portefeuille dans un autre.  
(à suivre.) Claude EYRAND.

(2) Voir « F. O. », n° 5.

## LA PAIX A ÉCLATÉ

A l'heure où les canons se taisent ! où le sang cesse de couler en Europe, quoi de plus naturel que la joie qui s'empare de tous : les soldats vont cesser de courir sous la mitraille, nos prisonniers, nos déportés voient leur souffrance cesser, après cinq années de longue et dure attente.

Notre joie est grande aussi de voir la fin de ce régime longtemps abhorré, véritable fléau de l'humanité : Hitler a trouvé sans doute la mort sous les décombres de ses palais détruits ; Mussolini a connu la mort qui lui convenait, celle d'un lâche, double symbole chargé d'une lourde signification.

Avec la signature de l'armistice, le monde vient de clore un chapitre particulièrement sombre de son histoire, chapitre où s'accumulent les deuils, les destructions, les horreurs d'une technique inouïe du crime et de la torture, l'humanité ne produisait plus que pour détruire, les hommes mouraient par milliers.

Aujourd'hui, la page est tournée, une feuille blanche se trouve sous nos yeux, c'est l'avenir ; et devant cet avenir les gens s'inquiètent et tremblent en pensant que dans vingt ans il faudra remettre ça alors que toutes les fibres de leur être crient : « non, non ! jamais ! »

Est-ce pourquoi, ainsi que le constate certains journalistes, la joie de l'armistice comporte tant de retenues, de réserves. Comment être joyeux pleinement devant les charniers ?

Comment crier de bonheur alors que votre camarade ne reverra plus son fils ou son frère tombé quelque part sur le front ou dans un bague nazi ? Comment être joyeux alors que toutes les promesses qui sont faites aujourd'hui rappellent à quelques années d'intervalle les illusions qui se sont emparées des hommes en 18 ?

Comme une guerre la paix a éclaté, et nous devons la gagner ! — je dis nous, les travailleurs de l'usine, du bureau ou des champs, ceux qui souffrent de la faim et du froid, ceux qui meurent dans les hécatombes, ou qui pourrissent dans les fosses communes, ceux qui supportent tout le poids de la guerre face à ceux qui se remplissent les poches, qui traitent de louches combinaisons à peine finie le précédent massacre ! Les prolétaires qui ont fait la guerre doivent imposer leur paix face aux trusts capitalistes responsables du fascisme et du massacre.

Et tout d'abord, il faut balayer les illusions grâce auxquelles les capitalistes dupent les travailleurs. La capitulation sans conditions n'est pas une solution en elle-même. Veut-on massacrer les 60 millions d'Allemands ? Les plus acharnés déclarent la chose impossible ; alors que faire ? Cette Allemagne, il faudra bien qu'elle vive bien ou mal, il lui faudra du blé et des machines, des pierres de taille pour rebâtir les villes. Il y aura donc par suite de ces opérations des bénéficiaires, à qui iront-ils ? Si, comme par le passé, ils vont

aux capitalistes, alors à nouveau tout recommencera. Ce n'est un secret pour personne qu'Hitler n'a pu arriver au pouvoir qu'avec la complicité des trusts et que demain la situation dans le monde s'aggravera notamment si le capitalisme reprend à nouveau peur devant le bolchevisme comme en 1933, et l'on verra le capitalisme de tous les pays subventionner en Allemagne ou ailleurs des sur-hitler, des sur-mussolini, pour mater le peuple. Pour nous la solution est : socialisation des grandes en-

treprises et contrôle ouvrier sur la production. De cette façon le contrôle du prolétariat international sur l'industrie empêchera les Krupp (allemands), les de Wendel (plus ou moins français), un autre Dupont de Nemours de subventionner la réaction et les fascismes. Cela suppose une collaboration avec le prolétariat allemand. Comment ? Doit-on compter sur la bourgeoisie qui a appuyé Hitler en Allemagne et donné à celui-ci ses alliés dans le monde entier ? Non !

(Suite à la page 2.)

### Le « FRONT OUVRIER » attaqué et calomnié Pourquoi nous n'avons pas paru

Nos lecteurs se sont étonnés à juste titre du retard apporté à la parution du n° 6. Voici quels sont les faits qui l'expliquent ; ils se passent de commentaires : notre journal a été menacé de suspension, sans qu'aucun motif ait pu être donné, sinon des allusions à certains articles pouvant, paraît-il, porter atteinte au moral d'une nation en guerre — il est certain en effet que les Français n'ont que des sujets de contentement et que seuls des journaux inspirés par le plus fâcheux esprit de division peuvent porter le doute dans leur conscience — ! Comme nous ne nous sommes pas contentés de cette explication, on nous a demandé de surseoir à la parution de notre n° 6 jusqu'à la fin d'une enquête ouverte sur des publications distribuées dans la région lyonnaise. Camarades, nous avons voulu faire de ce journal votre journal, c'est-à-dire un organe de défense ouvrière et marxiste, nous y avons présenté les faits sans chercher à épargner qui que ce fût, et les partis ouvriers moins que tous autres, estimant que c'est d'eux que nous sommes en droit d'attendre et d'exiger le plus. Nous ne nous inclinons pas devant une immixtion policière qui constituerait une atteinte à la liberté de la presse, nous ne cesserons de lutter pour une plus large démocratie dans ce domaine de la presse qui présente actuellement de véritables scandales, nous ne nous laisserons pas dénoncer la bourgeoisie qui s'oppose de toutes ses forces à la liberté et simplement à la vérité. Certains de représenter l'opinion et les intérêts de la classe travailleuse, nous compterons sur son appui et nous continuerons notre lutte jusqu'au bout.  
VIVE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE !

(Suite à la page 2.)

SUR LE FRONT OUVRIER

Les travailleurs lyonnais ont compris qu'ils n'obtiendraient quelque chose du Gouvernement et des patrons qu'en montrant leur force. Mercredi, à 14 heures, la grève générale se déclençait.

du 1er mai, télégramme de la Fédération syndicale des fonctionnaires donnant l'ordre de travailler. La Fédération des fonctionnaires défend-elle les intérêts des travailleurs ou ceux du gouvernement ?

AU CARTEL DES SERVICES PUBLICS.

Le 26 avril, s'est tenu à la Bourse du Travail de Lyon le meeting du cartel intersyndical des fonctionnaires des services publics.

Entzmann, de l'U.D., rappela le slogan « produire avant de revendiquer », protesta contre le mauvais ravitaillement, l'augmentation du prix du pain et la différence criarde qui existe entre le prix des produits industriels et leur prix de vente.

Bonnenfant posa le problème des revendications, traitements, titularisation des auxiliaires, épuration, il précisa les méthodes d'action propres aux fonctionnaires, en insistant sur le fait qu'il fallait agir avec beaucoup de prudence.

S. N. C. F.

Ca recommence. Le capitalisme n'a pas changé ses méthodes ; il ne cherche qu'à faire rendre toujours davantage les ouvriers. C'est « le système de la sueur ».

Ceux d'Oullins-Machines sont bien obligés d'accepter les 54 heures puisque ce sont leurs dirigeants syndicaux qui les conduisent sur cette voie de concessions.

LES CABLES DE LYON.

Il y a quinze jours, le Comité patriotique, en accord avec la direction, demande aux ouvriers de travailler une journée (le samedi) au profit des prisonniers politiques et militaires de l'usine.

AU SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT.

Les syndiqués de l'enseignement ne sont pas contents. Ils étaient bien résolus à faire grève le 1er mai.

LES CABLES DE LYON.

Voici les normes de présence établies par le Comité patriotique : Samedi 28 avril 1945 : Cadres et employés de bureau absents 38, soit 12,7 %, contre 21, soit 7,15 % la veille.

Ne laissons pas enterrer L'AFFAIRE POIDEBARD !

Demandons une enquête publique ! Les noms des 500 patrons anti-sociaux ! Un double des dossiers fourni au personnel de l'usine (délégués syndicaux et délégués du personnel) ! Les fiches remises immédiatement aux ouvriers intéressés !

1er MAI 1945

De la place Kléber à Bellecour, 250.000 travailleurs ont défilé pendant près de deux heures. Et pourtant ce premier mai 45, que nous aurions voulu dynamique et plein d'ardeur, ce premier mai qui après quatre premiers mai sous la terreur policière de la Gestapo et de Vichy, aurait dû revêtir une grandiose caractéristique de lutte revendicatrice pour nos droits, fut un Premier Mai terne et apathique.

Les directions syndicales qui avaient tout d'abord voulu faire de ce Premier Mai un jour de travail, et qui n'en firent un jour chômé que sous la pression des masses, qui ne surent pas s'opposer à la manœuvre gouvernementale qui tendait à diviser les travailleurs par une atteinte inconcevable au droit syndical des fonctionnaires, ne surent ou ne voulurent pas donner de tels mots d'ordre.

« Pétain au poteau ! », « A bas les trusts ! », « Epuration ! », « Ravitaillement ! », « Salaires ! » : voilà les mots d'ordre inscrits sur des centaines de pancartes. Ces mots d'ordre, justes en soi, ne permettent pas de se rendre compte de quelle façon il est possible de les faire aboutir, ce sont des vœux, et la classe ouvrière n'a que faire de pieux souhaits.

Or ceci est extrêmement grave. La politique économique et financière du Gouvernement diminue sans cesse le pouvoir d'achat du travailleur et le cycle infernal des salaires et des prix est un cercle vicieux dans lequel on nous enferme, avant qu'une inflation généralisée, comme ce fut le cas de l'Allemagne après l'autre guerre, ne ruine complètement le pays.

Epuration, Pétain au poteau, tout le monde est d'accord là-dessus, mais, devant la carence de la justice, les seuls instruments capables de faire aboutir ces mots d'ordre sont les tribunaux populaires élus, voyez plutôt en Italie !

Le moment est venu pour la classe ouvrière de prendre enfin son sort entre ses propres mains et de sauver l'humanité de la barbarie dans laquelle la plonge le régime capitaliste.

A bas les trusts, salaires, ravitaillement, mais comment y arriver sinon par un contrôle de la production et du ravitaillement par des comités élus et protégés par une milice ouvrière armée ?

La deuxième guerre impérialiste est terminée en Europe. Seule la classe ouvrière au pouvoir est capable d'empêcher le retour d'un nouveau massacre, par l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

QUE FAIT LA BOURGEOISIE ? Elle sabote les nationalisations ! Elle impose la vie chère ! Elle maintient le chômage ! Elle maintient l'anarchie économique ! Elle arrête l'épuration ! Elle désarme le peuple ! Elle mène sa guerre ! Elle prépare sa paix ! Elle renforce son pouvoir !

QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ? La nationalisation et socialisation des grandes entreprises sans indemnités ni rachat. L'échelle mobile des salaires à partir d'un minimum vital. L'échelle mobile des heures de travail. Le contrôle ouvrier de la production par les Comités d'entreprises. Un plan de production contrôlé par la C. G. T. L'épuration par les tribunaux populaires. L'armement du peuple. La paix internationale par la défaite intérieure du fascisme et le renversement mondial du capitalisme. L'instauration du gouvernement ouvrier et paysan ! Les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde. OUVRIERS, PAYSANS, rompez toute coalition avec la bourgeoisie, suppôt du fascisme d'hier et de demain ! LA CLASSE TRAVAILLEUSE au pouvoir !

HITLER

(SUITE DE LA PAGE 1)

Il sévit même à l'intérieur de son propre parti : certains naifs n'ont pas cru réellement qu'il allait socialiser après la prise du pouvoir ? Une agitation socialiste se fait jour dans le parti nazi, réclamant une seconde révolution.

Mussolini est mort

(SUITE DE LA PAGE 1)

L'arbitrage de l'Etat prévu se faisant toujours au profit des exploitants. La répression ne cessera plus désormais contre une opposition très courageuse dont bien des membres seront assassinés, déportés aux îles Lipari, etc... Le fascisme s'achemine de plus en plus vers un régime de dictature purement militaire : de 1923 à 1926, le parti est nettoyé de tous les éléments qui gardent une tendance socialisante. En 1935, Mussolini attaque l'Abyssinie, révélant ainsi clairement, s'il en avait été besoin, le caractère impérialiste du régime fasciste.

De 1933 à 1939, Hitler lance l'industrie allemande dans la production intensive des armements. Il arrive ainsi à résorber presque complètement le chômage, mais il massacre les salaires qui, de 1933 à 1935, sont réduits dans une proportion qui va de 25 à 90 %. Les grands travaux publics sont extrêmement mal payés. Le réarmement amène fatalement Hitler à une politique d'expansion impérialiste.

L'arbitrage de l'Etat prévu se faisant toujours au profit des exploitants. La répression ne cessera plus désormais contre une opposition très courageuse dont bien des membres seront assassinés, déportés aux îles Lipari, etc... Le fascisme s'achemine de plus en plus vers un régime de dictature purement militaire : de 1923 à 1926, le parti est nettoyé de tous les éléments qui gardent une tendance socialisante. En 1935, Mussolini attaque l'Abyssinie, révélant ainsi clairement, s'il en avait été besoin, le caractère impérialiste du régime fasciste.

En 1937, c'est l'annexion de l'Autriche, au printemps 1939 celle des Sudètes, en septembre 1939 l'attaque contre la Pologne et la guerre avec la France et l'Angleterre. Enfin, en juin 1941, l'attaque contre l'URSS dont les riches terres de blé de l'Ukraine sont indispensables à l'économie allemande. On sait la suite, la manière dont le nazisme réprime férocement dans tous les pays occupés les tentatives de soulèvement des travailleurs, la manière dont il organise toute l'économie européenne au seul profit du capitalisme allemand, les déportations massives d'ouvriers en Allemagne, la France ravalée au rang d'Etat satellite.

En 1937, c'est l'annexion de l'Autriche, au printemps 1939 celle des Sudètes, en septembre 1939 l'attaque contre la Pologne et la guerre avec la France et l'Angleterre. Enfin, en juin 1941, l'attaque contre l'URSS dont les riches terres de blé de l'Ukraine sont indispensables à l'économie allemande. On sait la suite, la manière dont le nazisme réprime férocement dans tous les pays occupés les tentatives de soulèvement des travailleurs, la manière dont il organise toute l'économie européenne au seul profit du capitalisme allemand, les déportations massives d'ouvriers en Allemagne, la France ravalée au rang d'Etat satellite.

Le résultat ne fut-il pas formidable ? Les ouvriers, tenant ce raisonnement fort simple que le bénéfice réalisé par le patron sur leur journée de travail lui permettrait aisément de doubler la somme sans dépense de sa part, déclineront préférer donner simplement la somme égale sur leur salaire habituel.

En 1937, c'est l'annexion de l'Autriche, au printemps 1939 celle des Sudètes, en septembre 1939 l'attaque contre la Pologne et la guerre avec la France et l'Angleterre. Enfin, en juin 1941, l'attaque contre l'URSS dont les riches terres de blé de l'Ukraine sont indispensables à l'économie allemande. On sait la suite, la manière dont le nazisme réprime férocement dans tous les pays occupés les tentatives de soulèvement des travailleurs, la manière dont il organise toute l'économie européenne au seul profit du capitalisme allemand, les déportations massives d'ouvriers en Allemagne, la France ravalée au rang d'Etat satellite.

OUVRIER, CEI EST TON JOURNAL, ECRIS-NOUS !

1er MAI. — La « Voix du Peuple » écrit : « Après les élections, respect de la volonté des électeurs ».

1er MAI. — La « Voix du Peuple » écrit : « Après les élections, respect de la volonté des électeurs ».

8 MAI. — On annonce officiellement que le grand metteur en scène de Menthon commence une nouvelle comédie appelée « Procès Pétain ».

8 MAI. — On annonce officiellement que le grand metteur en scène de Menthon commence une nouvelle comédie appelée « Procès Pétain ».

13 MAI. — L'U.R.S.S. préconise la politique des pactes d'assistance. Mais à qui, aux prolétaires des différents nations ou à leurs maîtres capitalistes ?

13 MAI. — L'U.R.S.S. préconise la politique des pactes d'assistance. Mais à qui, aux prolétaires des différents nations ou à leurs maîtres capitalistes ?

13 MAI. — La S.F.I.O. présente son candidat aux élections de L'Arbresle, Perrachon Joanny, dans le « Populaire du Rhône », et termine par ces termes : « Parfois un peu vif, a promis de se calmer ».

13 MAI. — La S.F.I.O. présente son candidat aux élections de L'Arbresle, Perrachon Joanny, dans le « Populaire du Rhône », et termine par ces termes : « Parfois un peu vif, a promis de se calmer ».

En effet, la S.F.I.O. est un parti trop digne pour conserver dans ses membres des gens vifs ; on leur fait promettre le calme.

En effet, la S.F.I.O. est un parti trop digne pour conserver dans ses membres des gens vifs ; on leur fait promettre le calme.

Pierre ARCHER.

L'ÉLÉPHANT DANS LA PORCELAINE

LENINE vous parle de la paix

Le « Programme de Paix » de la social-démocratie doit consister avant tout à dénoncer l'hypocrisie des phrases bourgeoises, socialistes-chauvins et kautskistes sur la paix.

paration des nations opprimées par la sienne. Comme mot d'ordre positif entraînant les masses dans la lutte révolutionnaire et expliquant la nécessité des mesures révolutionnaires pour « la paix démocratique », on doit lancer cette consigne : refus de payer les dettes des Etats.

C'est le premier point et l'essentiel. « Sans cela nous sommes, de gré ou de force, les complices de la duperie des masses. Notre « programme de paix » exige que le point principal reconnu par la démocratie dans cette question — le refus des annexions — soit appliqué effectivement et non seulement en paroles, qu'il serve à la propagande internationaliste et non pas à l'hypocrisie nationale. Pour cela, il faut expliquer aux masses que le désaveu des annexions, c'est-à-dire la reconnaissance de la définition autonome des nations, n'est sincère que lorsqu'un socialiste de telle ou telle nation exige la liberté de sé-

« Notre « programme de paix », enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent donner la paix démocratique. Il faut chercher cette paix et l'obtenir, mais non sur des positions en arrière, dans l'utopie d'un capitalisme qui ne serait pas impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits sous le capitalisme, mais en avant, dans la révolution socialiste du prolétariat.

avec la bourgeoisie, le prolétariat français montrera enfin pour de bon le poing au capitalisme. MAGNEUX.

« Pas une revendication radicale de la démocratie n'est réalisable avec ampleur et solidité dans les Etats impérialistes les plus avancés autrement qu'à travers les batailles révolutionnaires menées sous les étendards du socialisme. Et celui qui promet aux peuples la paix « démocratique » sans prêcher en même temps la révolution socialiste, celui qui nie la lutte pour un but total, la lutte dès le temps de la guerre, celui-là dupe les prolétaires. »

N.D.L.R. — On ne peut nous reprocher de n'avoir pas lancé nous-mêmes ces mots d'ordre, puisque, comme vous avez pu le lire, depuis deux mois on nous empêche de paraître.

N. LENINE (1916).

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

L'Indochine aux Indochinois

A la suite du désarmement par les Japonais des garnisons françaises d'Indochine, toute la presse s'est indignée à la pensée que l'Empire français était en train de perdre l'un de ses plus beaux fleurons, et se mit à s'apitoyer sur le sort des peuples d'Indochine qui allaient passer sous la domination japonaise.

Les méthodes brutales de l'impérialisme japonais sont bien connues, mais elles ne seront, pour les Indochinois, que la continuation des méthodes coloniales françaises, pour lesquelles on fait infiniment moins de publicité. L'Indochine, c'est si loin... Quant à nous, nous pensons que le seul problème est celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et non de savoir qui, de l'impérialisme français ou japonais, exploitera et opprimer l'Indochine.

Pendant plus de quatre ans nous avons souffert en France des rigueurs de l'occupation, pendant plus de quatre ans la gestapo et ses valets français ont fait leur sanglante chasse à l'homme.

Mais, direz-vous, le Gouvernement vient d'établir un nouveau statut de la Fédération Indochinoise qui doit consacrer son émancipation. Ecoutons à ce sujet André Ferrat (« Lyon Libre » du 28 mars 1945) :

« ...Aucune définition n'est donnée de ce que l'on entend par citoyenneté fédérale, mais le droit d'accès pour des éléments indigènes français à certain poste de fonctionnaire, «...Tous les pouvoirs réels appartiennent à un homme, le gouverneur général... ; il nommera et révoquera à son gré les ministres qui ne seront alors que de simples commis du gouverneur. Lui-même sera en outre le chef souverain d'une armée de fonctionnaires qui risquent de détenir seuls toute l'activité politique et administrative réelle. Devant qui le détenteur de ces droits exorbitants sera-t-il responsable?... devant aucune assemblée plus ou moins démocratique... »

« ...Il sera l'homme des cliques bureaucratiques supérieures et des puissants intérêts financiers colonialistes. Quant à l'assemblée élue pour discuter et voter, elle apparaît pratiquement sans pouvoirs... »

« Rien dans cet édifice bonapartiste qui rappelle autrement qu'en paroles le statut des Dominions ou le système fédéral. »

Les commentaires sont inutiles, et les pancartes revendicatives réclamant les libertés syndicales que portaient, le 1er mai, les travailleurs annamites de Berliet prouvent aux plus crédules qu'il n'y a rien de changé. Mais cela signifie surtout que jamais un gouvernement bourgeois, contrôlé par les puissances d'argent, ne pourra donner la liberté aux peuples coloniaux, qui sont par la surexploitation de leur main-d'œuvre, des sources de profit inestimables.

Pour nous en convaincre, revenons encore au livre de Mme VIOLIS (Indochine SOS), et voyons quelques salaires pour l'année 1934 :

Table with 2 columns: Category (Mines de Homgay, Salaires quotidiens, Fabriques de textiles) and Salary ranges for Men, Women, and Children.

Ne sont-ils pas significatifs ? Aussi, est-ce notre devoir de travailleurs conscients de lutter de toutes nos forces pour améliorer le sort de nos frères d'Indochine.

Mais, « un peuple qui opprime un autre peuple n'est pas un peuple libre », a dit Karl Marx, et pour pouvoir améliorer le sort des peuples coloniaux il nous faut lutter pour notre propre émancipation et secouer le joug du capitalisme exploiteur ; mais dès maintenant tendons notre main fraternelle à tous ces opprimés.

CEUX QUI NE SONT PAS RENTRÉS La paix a éclaté

(SUITE DE LA PAGE 1)

Nous recevons des nouvelles des déportés qui se trouvent dans la région d'Allemagne occupée par la première armée française (entre Karlsruhe et Stuttgart). Dans les environs de Karlsruhe se trouve le plus grand camp d'Allemagne : il y passe environ 1.800 déportés par jour, tant déportés polonais, tchèques, italiens, que français ; parmi eux, beaucoup de femmes et de petits enfants. La moitié environ sont tuberculeux et, naturellement, il n'y a rien pour les isoler. Il est extrêmement difficile de trouver des médicaments sur place, toute la région ayant été rasée. Le camp touche pour tout ravitaillement officiel par jour une bouteille de pain pour cinq et deux bols de soupe. Point de bons de réquisitions ; le personnel, déjà très insuffisant, perd son temps à parcourir les alentours pour acheter de la nourriture qu'il trouve d'ailleurs à très bas prix.

En quel état sont les rescapés des camps nazis ? Nous l'avons dit, beaucoup de tuberculeux, beaucoup aussi de furoncles, abcès, maladies de peau. Ils sont très discrets sur ce qu'ils ont souffert, heureux, mais abrutis. Ils restent bien peu nombreux, la sélection naturelle a conservé les plus résistants. On a libéré des anti-hitlériens allemands, en particulier un qui en était à sa onzième année de camp de concentration. O Ilya Ehrenbourg, n'y a-t-il de bons Allemands que ceux qui sont morts ? Cet homme reste tranquille et muet dans son coin, et on le croit communiste car il n'a ouvert la bouche qu'une fois pour demander des nouvelles de Thaelmann.

Les prisonniers de guerre passent par priorité avant les déportés politiques. Est-ce par ordre de M. Frénay ? En tous cas, nous le prévenons qu'il est en train de se tailler là-bas une jolie réputation, et solidement méritée. Nous ne craignons pas qu'il nous démente, nos informations étant parfaitement sûres.

SOUTIENS TON JOURNAL !

L'ASSEMBLEE « OUI ». Il s'agit de l'Assemblée consultative. Elle fait preuve d'une unité touchante. Passe-moi la chubarba, je te passerai la séné. Pleurs de joie, fièvre patriotique, et tout, et tout, mais on se rattrape dans les couloirs... et je te glisse la peau de banane sous tes pieds... et je te pouce quand tu vas tomber... et je te fais un gros-œillet. Allons... parlementarisme n'est pas mort !

En face de l'avenir qui s'ouvre devant nous lourd de dangers et de menaces, prolétaires, serrons les rangs pour gagner notre paix !

ABONNE-TOI ! Noirelère & Pétrier 5. A., Lyon. — 31-4977. Dépôt légal : 1er trimestre 1945. Gérante : Mme BUFFARD.